

21.1.1 Activité économique en 1973

La forte expansion de l'économie canadienne amorcée au début de 1971 s'est poursuivie en 1973 à un rythme accéléré. L'accroissement de la production, établi à 6.8%, s'est accompagné d'une montée encore plus rapide des prix et d'une augmentation sans précédent du niveau de l'emploi. Étant donné que la population active a connu elle aussi une augmentation record, le taux de chômage est demeuré élevé en 1973, bien qu'il soit tombé à 5.6% contre 6.3% en 1972. Au fur et à mesure que l'année progressait, on a constaté un accroissement considérable du nombre de commandes en carnet non satisfaites ainsi qu'un allongement des délais de livraison qui laissaient supposer que bon nombre d'industries se trouvaient limitées dans leur capacité de production tant du point de vue des installations que du matériel et connaissaient une pénurie de certains produits et de main-d'œuvre qualifiée.

L'inflation a été particulièrement prononcée en 1973, surtout dans le domaine des produits de base tels que les matières premières et les produits alimentaires. La montée des prix était attribuable surtout à la pression de la demande mondiale à laquelle s'ajoutait une pénurie des approvisionnements, en particulier dans le secteur agricole. La situation s'est aggravée au cours du dernier trimestre de l'année par suite de la crise internationale de l'énergie, qui s'est accompagnée d'une très forte augmentation des prix du pétrole brut pratiqués par l'ensemble des pays producteurs. Bien que cette crise semble ne pas avoir entraîné de trop graves conséquences pour l'économie canadienne en 1973, on craint les répercussions futures sur l'économie mondiale.

Le produit national brut (PNB) aux prix du marché a augmenté de \$15,409 millions, soit 14.9%, pour atteindre \$118,902 millions. Il s'agit là de la plus forte augmentation depuis le début des années 50, période où l'expansion était liée à la hausse rapide des prix durant la guerre de Corée. La progression de l'indice implicite des prix, établie à 7.6% en 1973, est l'une des plus fortes jamais enregistrées; elle dépasse sensiblement les hausses observées en 1972 (4.8%) et en 1971 (3.1%). Toutefois, la croissance du PNB (6.8%) en chiffres réels, c'est-à-dire après déduction de la part de l'augmentation reflétant la hausse des prix plutôt que celle de la production, était nettement supérieure à celle enregistrée pour n'importe quelle année depuis 1966, où elle avait atteint 6.9%. Par comparaison la croissance réelle se situait à 5.8% en 1972 et à 5.6% en 1971.

Comme au cours des deux années précédentes, les dépenses de consommation, en particulier celles destinées à l'achat d'automobiles et d'autres biens durables ainsi que les dépenses au titre de la construction de logements ont continué à stimuler fortement la croissance. Les augmentations spectaculaires des investissements des entreprises dans la construction non résidentielle ainsi qu'en machines et matériel ont elles aussi largement contribué à l'expansion économique en 1973. Le taux d'augmentation de 17.6% dans ces dernières catégories est survenu après six années de dépenses relativement modestes. Il est à prévoir que le rythme rapide d'accroissement des investissements des entreprises en bâtiments et matériel se poursuivra en 1974. Par ailleurs, le taux d'investissement dans les stocks des entreprises non agricoles n'a connu en général qu'une modeste augmentation au cours de l'année. L'essor du secteur externe s'est poursuivi, les exportations et importations de biens et services ayant toutes deux accusé des gains considérables. La croissance économique s'est traduite dans les revenus par de fortes augmentations de tous les éléments, mais en particulier des bénéfices des sociétés et du revenu agricole.

Le rythme de l'activité économique a fluctué au cours de l'année. La demande a été généralement forte pendant le premier trimestre, au cours duquel on a enregistré une augmentation exceptionnelle de 3.0% de la croissance réelle, après l'augmentation déjà considérable de 2.5% enregistrée au dernier trimestre de 1972. Ce soubresaut, qui a porté l'activité économique à un niveau beaucoup plus élevé que le niveau moyen atteint en 1972, a été suivi d'une croissance relativement faible au cours des deux trimestres suivants, particulièrement en raison du resserrement de l'offre et des effets néfastes de la grève des chemins de fer et d'autres conflits du travail survenus au cours du troisième trimestre. Une forte reprise s'est produite au quatrième trimestre, avec une augmentation de 2.6% de la croissance réelle. Ce mouvement généralisé s'est accompagné d'une accumulation importante des stocks des entreprises non agricoles au niveau du commerce de gros et du commerce de détail, résultat apparemment de la reprise des livraisons ferroviaires après la grève.